

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

AVENANT N° 1 DU 12 AVRIL 2007

À L'ACCORD DU 30 JUIN 2004 RELATIF AUX CONTRATS

ET AUX PÉRIODES DE PROFESSIONNALISATION

NOR : *ASET0750673M*

IDCC : 1090

Entre :

La FNCRM ;

La FNAA ;

Le CNPA ;

Le SNCTA ;

La FFC ;

L'UNIDEC ;

Le GNESA,

D'une part, et

La CSNVA ;

La CFE-CGC ;

FO ;

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

Vu les articles 11 et 12 de l'accord paritaire national du 30 juin 2004 relatif aux contrats et aux périodes de professionnalisation étendu par arrêté ministériel du 15 décembre 2004 ;

Vu l'accord paritaire national du 18 janvier 2006 relatif à la formation professionnelle dans les entreprises de moins de 10 salariés ;

Considérant l'opportunité de rectifier les dispositions financières considérées, pour tenir compte des observations ministérielles et du changement du taux de contribution induit par l'accord du 18 janvier 2006,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le texte de l'article 11 de l'accord susvisé est modifié comme suit :

Article 11

Entreprises de 10 salariés et plus

Ces entreprises acquittent une contribution au titre de la professionnalisation dont le montant, exprimé en pourcentage des rémunérations de l'exercice précédent, est fixé par la loi ou, s'il est plus élevé, par un accord de branche étendu. Cette contribution est obligatoirement versée, avant le 1^{er} mars de l'année suivant celle au titre de laquelle est due la participation, à l'ANFA.

Les fonds ainsi recueillis sont affectés, selon les répartitions déterminées par l'ANFA :

- a) A la prise en charge des contrats de professionnalisation et des périodes de professionnalisation ;
- b) Au financement du fonctionnement de centres de formation d'apprentis, tel que visé à l'article 13 ;
- c) A toute autre affectation conforme à la réglementation en vigueur, telle que la formation des tuteurs ou le fonctionnement de l'observatoire visé à l'article 17 du présent accord.

Article 2

Le texte de l'article 12 de l'accord susvisé est modifié comme suit :

Article 12

Entreprises de moins de 10 salariés

Ces entreprises acquittent une contribution au titre du développement de la formation professionnelle continue dont le montant, exprimé en pourcentage des rémunérations de l'exercice précédent, est fixé par la loi ou, s'il est plus élevé, par un accord de branche étendu. Cette contribution est obligatoirement versée, avant le 1^{er} mars de l'année suivant celle au titre de laquelle est due la participation, à l'ANFA.

Cette contribution est utilisée comme suit, selon les répartitions déterminées par l'ANFA :

- a) Une fraction de 0,15 % est réservée au financement des contrats de professionnalisation visés au titre I^{er} du présent accord, des périodes de professionnalisation visées au titre II, et de la formation des tuteurs visée au titre V ;

- b) Le solde disponible est affecté :
- au financement d'actions de formation continue ;
 - à toute autre utilisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 3

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Suresnes, le 12 avril 2007.

(Suivent les signatures.)